

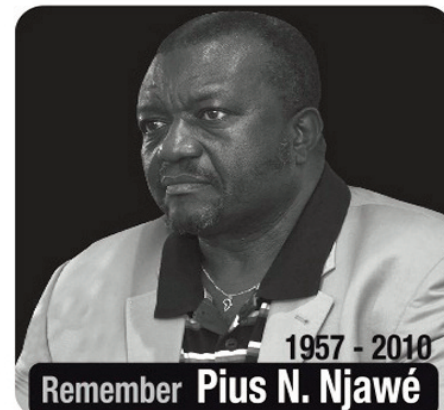
# Le Messenger

A l'écoute du peuple

Fondateur : **Pius N. NJAWE** Directeur de publication: **Jean François CHANNON**

N° 5241 DU MERCREDI 13 FEVRIER 2019 CAMEROUN 400 F.CFA

**Quotidien**



## Crise anglophone

# Que cache l'incendie de l'hôpital de Kumba ?



• *En violation des Conventions de Genève, les séparatistes, après s'être attaqué aux symboles de l'Etat, visent désormais les hôpitaux. Toute chose qui traduit l'incompréhension des motivations de cette guerre et l'impuissance du Gouvernement à mettre un terme à cette saignée*

**P3**

## Affaire Jean de Dieu Momo

### Ce que Charles Ndongo et Ibrahim Cherif ont dit au Cnc

• *Le Dg de la Crtv et le présentateur de l'émission « Actualités Hebdo » au banc des accusés*

**P.3**

## Dernière heure

### Le maire Kwemo est libre

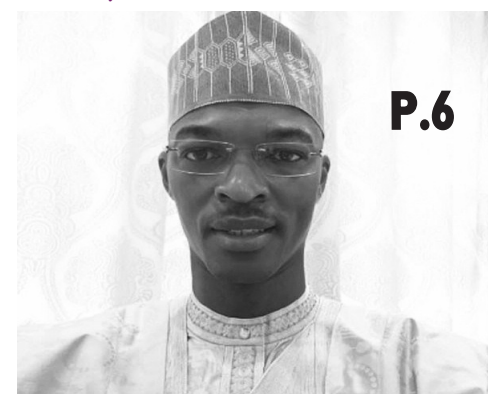
• *Incarcéré le 11 janvier dernier, le maire de Bafang a été libéré hier*

**P.3**

## Haman Abdoullaye

### « Certains individus ont pris le Bgft en otage... »

• *Les révélations du président du syndicat national des transporteurs d'hydrocarbures du Cameroun*



**P.6**

## Jeunesse et emplois

# Quand le modèle Baba Danpullo inspire l'Afrique

• *De l'agro-industrie à la téléphonie en passant par l'immobilier et les médias, cet ambitieux entrepreneur qui emploie plus de 6000 camerounais est un bel exemple de la politique de Biya*

**P.4**



## Au coeur de la société

Par Edouard KINGUE

Il y a une vingtaine d'années, réagissant à une menace proférée par le président du Directoire de l'opposition d'alors le défunt Samuel Eboua qui avait affirmé « *Puisque le pouvoir ne veut pas céder, nous allons donc radicaliser notre combat. Nous allons décréter le blocus de l'aéroport de Douala, amplifier celui du port et faire en sorte que la rentrée scolaire ne puisse pas avoir lieu en septembre, ce qui risque de provoquer une crispation de la part des étudiants et des élèves qui descendront dans la rue, au point que d'ici quelques mois le pays risque d'être totalement paralysé* ». Paul Biya avait affirmé lors d'une visite dans la ville d'Obala : « *le combat politique ne doit se faire, ni sur le banc des écoles ni sur le dos des écoles. Ne faisons pas d'amalgame. Laissons toutes leurs chances à nos jeunes. L'école n'est pas une arène politique. L'école aux écoliers. La politique aux politiciens* ».

Paul Biya était âgé de 58 ans lorsqu'il fit cette mémorable déclaration. 28 ans plus

tard, il reprend le chemin de l'école à contre courant du temps et transporte la politique sur les bancs de la jeunesse à la faveur d'un onze février amputé de son essence. Durant son long règne, le président de la République a multiplié les discours dans une parfaite inertie. Très attendue, l'adresse du Président de la République, Paul Biya, à la jeunesse le 10 Février dernier a ; comme à son habitude ; déçu les attentes. Paul Biya a encouragé les jeunes à ne pas avoir peur de se lancer en politique. Contrairement à ce qu'il prônait il y a moins de 30 ans.

Entre émergence, modernisation de l'économie, justice sociale, démocratie, agriculture, chômage, insertion professionnelle... le président Biya s'est adressé aux jeunes camerounais dans un contexte sociopolitique marqué par la crise dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ainsi que par les attaques aux frontières à l'Est et à l'Extrême-nord, la prise d'otages au Nord et dans l'Adamaoua.

Le président Biya est revenu sur son discours d'investiture du 6 novembre 2018 dans lequel il demandait aux jeunes de ne pas « *perdre espoir* ». Ils vivront donc grâce à ses promesses d'espoir.

Avant de suggérer, « *il existe une autre façon, plus responsable et plus recommandable, de faire de la politique. Par définition, celle-ci se rapporte à la gestion de la société. En votant, en se présentant à une élection, en étant élu conseiller municipal ou régional* ».

L'autre sujet qui a retenu l'attention du président camerounais c'est le chômage, « *plus de 500 mille emplois ont été créés en 2018 grâce aux grands chantiers en cours, aux projets agricoles, routiers et infrastructurels, ainsi qu'aux travaux menés par les collectivités territoriales décentralisées* », fait savoir Paul Biya qui annonce 500 mille autres emplois en 2019. Qui les a vus.

Discours vide... Depuis des années on reprend le même refrain, mais le film est triste et le disque est rayé...

## Partenariat

# Orange renforce sa collaboration avec ses partenaires



### L'opérateur de téléphonie entend élargir son offre de service et apporter un accompagnement accru à ces derniers.

C'est une nouvelle ère qui s'ouvre dans la collaboration entre Orange Cameroun et ses partenaires, notamment les associations d'un certain nombre de professions libérales que sont l'Ordre national des médecins, l'Ordre national des architectes du Cameroun, l'ordre national des avocats du barreau, l'Ordre national des ingénieurs du génie civil etc. Cette collaboration connaîtra, dès cette année, des changements notables. « *Cette collaboration entamée il y a 5 ans, 7 ans voire 9 ans connaîtra des changements notamment dans l'amélioration de*

*ce partenariat qui inclurait plus de services dédiés à leur métier avec chacun leur spécificité* », annonce Eric Nguenti, direction Orange Business. L'opérateur de téléphonie mobile entend plus que par le passé renforcer et diversifier son offre de service à l'endroit de ses partenaires. « *En dehors des services mobiles, nous proposerons des solutions de stockage qui permettront aux médecins d'avoir des informations sur ses patients, aux avocats d'archiver les dossiers de leurs clients ; aux architectes nous leur permettrons d'avoir un logiciel qui leur permet d'avoir des plans* », explique Eric Nguenti. Aussi bénéficieront-ils d'un accompagnement accru en ce qui concerne l'organisation des différents événements tels que les assemblées générales et bien d'autres événements particuliers, rassurent les responsables

d'Orange Cameroun.

Ce nouveau pacte de collaboration a été présenté et scellé jeudi, 7 février dernier lors de la cérémonie de remise des chèques aux corporations bénéficiaires. Cette articulation constituait d'ailleurs le point d'orgue de cette soirée. Les chèques ont ainsi été remis à l'Ordre national des médecins du Cameroun, (Onmec) et l'Ordre national des avocats du barreau du Cameroun qui ont respectivement reçu 3 millions 32 mille 498 Fcfa et 8 millions 993 mille 125 Fcfa. Ces prix, a-t-on appris, sont remis en fonction du nombre des membres.

Dans son allocution le directeur d'Orange Cameroun, Frédéric Débord a réaffirmé l'engagement de l'entreprise qu'il dirige à accompagner les « *entreprises dans tous leurs besoins, que ce soit les besoins de communication, de*

*data ; nous avons le plus grand data center d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. Nous pensons pouvoir faire plus. Nous sommes à leur écoute, nous sommes en train de développer tous ce qui est Orange money pour véritablement les aider dans leurs activités de tous les jours* », promet-il.

Avant de poursuivre « *Aujourd'hui nous travaillons avec les associations de certaines professions libérales parce que nous poursuivons des relations de longs termes avec eux. Nous cherchons à développer des solutions adaptées à leur métier. C'est un engagement sur lequel nous sommes depuis deux années ; et voulons continuer à développer cette relation pour faciliter les activités de ces professions* »

Blanchard BIHEL



## Affaire Jean de Dieu Momo

## Ce que Charles Ndongo et Ibrahim Cherif ont dit au Cnc

Le Conseil national de la communication a auditionné hier le directeur général de la Cameroon radio and television (Crtv) et son directeur de l'information Tv, suite à la sortie « hasardeuse du ministre délégué à la Justice au cours de l'émission dominicale « Actualités Hebdo ».

Hier matin, il s'est agi d'une audition du Dg Charles Ndongo et de son collaborateur Ibrahim Cherif, au sujet de l'émission à grande écoute « Actualités hebdo », présentée par le second sur les antennes de la Crtv, les dimanches en fin d'après-midi. Le 3 février dernier, l'émission accueillait un « gros client », le tout nouveau ministre délégué auprès du ministre chargé de la justice, Jean de Dieu Momo. L'homme n'est pas un inconnu. Président du parti les patriotes démocrates pour le développement du Cameroun (Paddec), malheureux candidat à l'élection présidentielle de 2011, le politicien s'est assagi et s'est braqué contre ses propres convictions d'opposant radical à Paul Biya. C'est à la veille de l'élection présidentielle du 7 octobre dernier que l'homme dévoile son vrai visage au grand ahurissement des compagnons des partis de l'opposition d'hier. Il ne veut plus rien entendre et clame haut et fort qu'il a été trompé par ses amis d'hier.

Selon lui, Paul Biya est le seul vrai démocrate du Cameroun et il regrette amèrement de l'avoir combattu si longtemps. Pendant la campagne électorale, sa cible était le parti de Maurice Kamto, le challenger de Paul Biya à la dernière élection. Jean de Dieu Momo ne reculait et ne recule devant rien et fait usage de tout bois pour son feu. La communauté qui est la sienne, les Bamilékés, ont vécu certainement très atrocement ses sorties médiatiques au cours de cette campagne. Il a tant et si bien fait qu'il a été récompensé par le président de la République qui l'a nommé au poste de ministre délégué auprès du



ministre de la justice. Ce n'est pas rien. A moins d'un mois en poste, voici que la Crtv l'invite, au moment où le tribalisme sur les réseaux sociaux bat son plein, au moment où le Mrc et tout son Directoire sont en garde à vue, au moment où on se demande si le Cameroun n'est pas en train de perdre la tête.

## C'est le ministre et non Momo

Il est des usages établis dans les émissions. Actualités hebdo en est, dit-on, qui est enregistrée à l'avance, du moins certaines séquences. Jean de Dieu Momo, sur le plateau de la Crtv, va comme à son accoutumée se lancer dans une diatribe acide contre les Bamilékés. En face d'Ibrahim Cherif, il veut certainement enfoncer une fois pour toutes, le dernier clou sur la résistance des partisans de Maurice Kamto. Il sort l'artillerie lourde. Il veut faire comprendre aux Bamilékés, les siens, que ce qui est arrivé au peuple Juif peut leur arriver à cause de leur arrogance, comme les Juifs autrefois au temps d'Hitler. Stupeur contenue au sein de cette communauté, consternation sous cap. La bouée de sauvetage est finalement venue contre toute attente du diplomate hébreu à Yaoundé qui a manifesté et signifié



son indignation en écrivant au Gouvernement camerounais.

Dans ce trou d'air, tous les dynamismes contrariés se sont engouffrés pour demander le plus souvent le départ de Jean de Dieu Momo. Le Gouvernement s'est désolidarisé en présentant ses regrets à l'ambassadeur juif. C'est dans ce contexte surchauffé que le Cnc dans son rôle de régulateur a convoqué le top management du média de service public pour en savoir plus. Il en ressort des sources proches de ce dossier que les deux hommes auditionnés hier matin ont reconnu avoir été peu vigilants pour laisser passer une telle bourde. Il a été aussi, selon les indiscretions, prises en amont, une batterie de mesures suite à cette bourde au sein de cet organe de presse pour que de telles bévues ne se répètent plus. Après l'audition, où le mea culpa est affiché, il reste maintenant à examiner en collégialité les déclarations des deux hommes de média pour déterminer les mesures qui seront prises à l'encontre des deux journalistes. Wait and see.

Léopold DASSI NDJDJOU

M.S.

Dernière heure  
Le maire  
Kwemo est  
libre

Incarcé le 11 janvier dernier, le maire de Bafang qui avait reçu le soutien des populations a recouvré la liberté hier alors que nous allions sous presse. En attendant d'avoir amples informations, il convient de souligner que le président-fondateur du parti politique UMS et du club UMS de Loum était accusé de « pillage en bande » selon un communiqué de son parti. Selon certaines sources, c'est une affaire foncière datée de 2009 qui était à l'origine de son interpellation.

Dimanche 13 janvier, les populations de Bafang étaient descendues dans les rues pour s'insurger contre l'incarnation de leur Maire à la prison centrale de Yaoundé. « Nous allons manifester jusqu'à ce qu'on libère notre maire », scandaient-elles. « L'Hon Kwemo Pierre, président national de l'union des Mouvements Socialistes vous renouvelle ses gratitude pour votre confiance et votre engagement à la cause de la justice. Il demande avec insistance, à tout le monde, jeunes, femmes, hommes, personnes handicapées..., à aller maintenant et massivement s'inscrire sur les listes électorales, autant par revanche que par devoir, et demain sera notre jour de gloire » avait réagi Tchungno Joseph, un cadre de son parti.

## Guerre civile dans le Noso

## Que cherchent finalement les séparatistes ?



Le mouvement sécessionniste en cours dans la partie anglophone du Cameroun s'est illustré depuis près de trois ans aujourd'hui par des actes de guerre en s'attaquant aux symboles de l'Etat et surtout à l'Armée. Maintenant que la dérive séparatiste vise les hôpitaux, on se demande quel est finalement l'objectif de la guerre.

L'incendie de l'hôpital de district de Kumba dans la nuit du 10 au 11 février 2019, dans la région du Sud-Ouest a suscité le courroux de toute l'opinion nationale. Hier, le ministre de la Communication a publié un communiqué dans lequel il met à l'actif d'« une horde de rebelles sécessionnistes, évalués à près d'une vingtaine d'individus », cet acte d'« incendie d'une très grande ampleur ». Le bilan fait état selon le communiqué publié par René Emmanuel Sadi, de quatre morts dont deux calcinés dans leur lit d'hôpital, sept véhicules de personnels de l'hôpital incendiés

et l'hôpital qui est presque entièrement consumés par les flammes. Il faut préciser que cet acte criminel intervient en plein « villes mortes » imposées à la population par les sécessionnistes. Comment comprendre cette dérive ? Quel est l'objectif visé par le groupe armé en s'attaquant aux hommes et aux femmes malades, diminués ?

L'hôpital dans les Conventions de Genève sur les conflits armés, est un lieu protégé. Les groupes séparatistes, en s'attaquant à l'hôpital ne sont-ils pas en train de se tirer une balle au besoin dans la tête ? Ne sont-ils pas là aussi en train d'aliéner le capital de crédit qu'il aurait pu construire dans la conscience des masses en leur expliquant qu'ils se battaient pour eux ? Avec l'incendie de l'hôpital de Kumba, on peut valablement penser que la sympathie que certaines puissances nourrissent à leur l'endroit va fondre comme beurre au soleil. La condamnation du gouvernement camerounais est largement partagée au sein de l'opinion : « actes innommables et des actes barbares d'une extrême cruauté ».

La racine du malaise national

L'incendie de l'hôpital de Kumba, devrait être perçu comme le sollicitait hier un observateur, « un indicateur de la profondeur de notre chute collective dans cette honteuse guerre ! ». « C'est une folie, un moyen pour certains de monter qu'ils ne peuvent pas écouter les plus faibles ! Regardez bien où nous en sommes aujourd'hui », s'offusque un déplacé visiblement retourné par la mauvaise nouvelle de Kumba. A côté de lui, une autre voix se lève pour pointer l'insensibilité des Camerounais francophones qui « ne se sentent pas du tout concernés par ce qui se passe dans les deux régions anglophones. » Il faut se rappeler, crie-t-il, que pendant la guerre d'indépendance, « c'est nous qui avions accueilli nos frères pourchassés par les blancs. Maintenant, regardez comment on nous néglige ! Personne ne prend cette guerre civile à cœur ! »

Ces clichés traduisent à suffisance l'incompréhension des motivations de cette guerre qui fait premièrement la souffrance des populations anglophones, parties de leur cadre de

vie pour une existence incertaine et précaire. Ensuite, la solution gouvernementale pour mettre un terme définitif à cette saignée est très critiquée. Les différentes institutions d'encadrement peinent à prendre pied sur un terrain où des jeunes survoltés ont des armes en main, la gâchette visiblement très facile. Ces groupes armés postent régulièrement des vidéos à visage découvert où ils annoncent avoir le moral gonflé à bloc pour poursuivre le combat. On peut y entendre « Makethem come (Qu'ils viennent), we no di fearyou na (Nous n'avons pas peur de vous!) ». Toutes ces déclarations s'accompagnent d'insultes à l'endroit des forces de sécurité. « Fait quoi fait quoi, on finira par trouver une solution », déclare un vieil homme installé derrière sa tablette. C'est bien vrai, mais combien de temps faudra-t-il attendre pour en arriver là ?

Léopold DASSI NDJDJOU

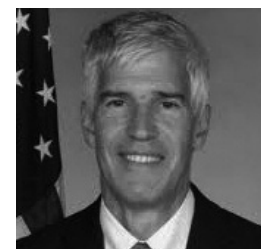
## Réaction

## Les États-Unis condamnent une attaque «criminelle»

DÉCLARATION DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE SUR L'INCENDIE DE L'HÔPITAL DU DISTRICT DE KUMBA DANS LA RÉGION DU SUD-OUEST.

«Les États-Unis condamnent l'attaque criminelle contre l'hôpital du district de Kumba, dans la région du Sud-ouest. L'incendie aurait entraîné la mort de plusieurs patients et causé des dégâts considérables au petit matin du 11 février. Nous exprimons nos plus sincères condoléances aux familles des victimes et notre admiration pour le personnel médical courageux. Nous appelons le gouvernement camerounais à mener une enquête transparente sur ce crime, à veiller à ce que les tribunaux tiennent les auteurs pour responsables et à informer le peuple camerounais de ses conclusions.

Nous exhortons les deux parties des régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest du Cameroun à permettre un accès sans entraves aux travailleurs humanitaires et aux personnels de santé et à ne jamais attaquer les hôpitaux ni les centres de santé. Nous appelons les deux côtés du conflit anglophone à renoncer à la violence et à engager un dialogue élargi sans conditions préalables».





## Emplois jeunes

## L'exemple qui vient de Baba Danpullo

Au moment où les indicateurs socio-économiques laissent voir que les jeunes restent particulièrement touchés par les difficultés d'accès à un emploi décent et à des revenus suffisants, le milliardaire s'affiche comme le meilleur exemple de la mise en œuvre de la politique impulsée par le chef d'État, offrant des emplois directs à plus 6000 camerounais.

Si jeunesse pouvait ! Les données issues de la dernière Enquête camerounaise auprès des ménages confirment les tendances issues de la deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel. Il en ressort que les situations d'emploi des jeunes, considérés comme toutes les personnes de la tranche d'âge 15-35 ans, sont essentiellement précaires, ce qui les place en situation de vulnérabilité socio-économique. En fait, 92 % d'entre eux émergent dans le secteur informel soit comme travailleur indépendant (43,4 %), soit comme aide familial (33,4 %). Même si le chômage ne semble pas important, il reste que celui des jeunes est plus important que celui du reste de la population (6,4 % contre 3,8 %). Ce qui illustre les difficultés des jeunes à s'insérer sur le marché du travail. Tout part du constat fait par Paul Biya lors de son traditionnel discours à la jeunesse le 10 février : le taux de croissance du Cameroun est à nouveau en hausse. Pour le président de la République, « selon les prévisions, après 3,8% en 2018, il pourrait être de 4,4% en 2019 et de 4,7% en 2020, avec les retombées positives pour l'emploi des jeunes. »

## Sur les traces d'un bâtisseur

Une croissance que le Chef de l'État entend redistribuer dans la communauté des chercheurs d'emploi en particulier et des jeunes en général. A cela vient se greffer, cette volonté d'inciter constamment les jeunes à créer leur propre emploi à travers la création des Petites



et moyennes entreprises (Pme) et des microprojets que Biya encourage le gouvernement à financer. En dehors de faire la promotion de l'auto-emploi en insistant sur les incitations à la création d'entreprises ou micro-entreprises par le secteur privé et les jeunes entrepreneurs, le capitaine du « septennat des grandes opportunités » invite de façon subtile les hommes d'affaires et autres grands noms de l'entrepreneuriat à suivre les traces de Baba Danpullo dont les multiples entreprises offrent plus de 6000 emplois aux jeunes camerounais.

Et pourtant, jusqu'en 2015, ce fils de Peul dont l'ascension a bousculé la hiérarchie des vieilles fortunes camerounaises, était encore inconnu. La version africaine francophone du magazine américain *Forbes* a révélé l'étendue de sa fortune. Elle n'a pas d'équivalent dans toute l'Afrique francophone subsaharienne. De l'agro-industrie à la téléphonie, l'immobilier ou encore les médias, cet ambitieux entrepreneur qu'on appelle désormais « Al-hadji » – titre honorifique donné aux anciens qui ont fait le hadj, le pèlerinage à La Mecque – étend son empire. Son entrée dans le secteur de la téléphonie mobile avec Nexttel, la marque de l'entreprise Viettel Cameroon SA – dont il est actionnaire –, première compagnie mobile à déployer et à commercialiser les services 3G au Cameroun (depuis septembre 2014) en est une parfaite illustration.

## Protéger les emplois locaux

Interrogé en 2017 par nos confrères du journal *Lepointafricain*, il donne la recette de son succès qui inspire aujourd'hui des générations à travers le continent. « *Je suis né en Afrique, j'y ai grandi, j'y ai travaillé et implanté mes sociétés. L'unique chose qui m'a fait tenir, c'est le travail et la persévérance dans l'effort. On peut tout obtenir pourvu qu'on le veuille et qu'on soit patient. Rien ne peut s'obtenir sans effort ! Mon implication dans l'immobilier date de plusieurs années. S'agissant de la téléphonie mobile, cela fait près de quinze ans que j'ai commencé à y réfléchir. Depuis cette époque, je me suis mis à la recherche de partenaires stratégiques pour chacun de ces secteurs* », confiait-il. Lui qui se présente comme un afro-optimiste convaincu qui n'a aucune inquiétude pour l'avenir de l'Afrique. Après avoir mis à nu le funeste dessein des désormais ex partenaires vietnamiens qui ont usé de tricherie, d'imposture, de manigances pour se mettre en partenariat d'affaires avec une entreprise de droit privé camerounaise, avant de se révéler être une société d'État du portefeuille des ministères de la Défense et des télécommunications de ce pays asiatique, l'homme entend bâtir le Cameroun en protégeant les emplois locaux. Un exemple à suivre !

Franck ESSOMBA

## Yaoundé

## Les bonnes affaires de la Saint Valentin

Entre les coffrets de chocolat, les bijoux et les parfums, la lingerie, les cartes de vœux, le dîner aux chandelles et une avalanche de cadeaux précieux ou luxueux, les commerçants et autres propriétaires d'hôtels et de restaurants ont de quoi se frotter les mains en cette période où se célèbre la fête de l'amour.



Le virus de la Saint Valentin est dans l'air du temps ! Comme par contagion, hommes et femmes, unis au nom de l'amour épisodique ou éternel, jurent le temps d'un jour mémorable, de s'aimer pour la vie. Le 14 février est à nos portes. Pour certains, on doit cette fête à Claude II, empereur romain, qui fit annuler toutes les fiançailles de l'empire pour éviter que ses soldats soient tentés de rester avec leur fiancée plutôt que de partir à la guerre ! Furieux un prêtre catholique nommé Valentin décida de marier en secret les amoureux. Il fut découvert et envoyé en prison jusqu'à sa mort. Pour d'autres, l'évêque de Terni le Martyr qui fut décapité en 269 à Rome, aurait été confondu avec un autre Valentin fêté le 14 février l'évêque de Terni en Ombrie. Ce saint réputé pour

ses dons de guérisseurs auprès de jeunes filles et jeunes gens a été lui aussi décapité.

Peu importe la genèse de cette fête, les camerounais se sentent concernés. A preuve, depuis environ deux semaines, la couleur de la fête s'affiche un peu partout à Yaoundé et l'ambiance s'électrise au fur et à mesure que l'échéance se rapproche. Les boutiques de luxe, les prêts-à porter, les supermarchés, les bijouteries, les parfumeries et autres grandes surfaces font des recettes impressionnantes. C'est que, Valentins et Valentines cherchent à dénicher la fleur rare ou le tableau le plus beau pour la douce moitié. Les chaînes de télé et de radio rivalisent de spots publicitaires sur des boutiques d'habillements, de fleurs et de cadeaux. Les annonces de réjouissances, soirées et manifestations n'en finissent pas

de s'égrener dans les médias. Les grands hôtels de la place rivalisent d'initiatives pour concocter des nuits inoubliables aux amoureux. Dans les marchés phares de la « ville aux sept collines » que sont : Mokolo, Essos, Etoudi ou encore le marché central, les vendeurs de fleurs et autres petits gadgets magnifiant l'amour, font de bonnes affaires. Les fleurs spécifiquement les roses rouges, symboles de la déclaration d'amour, les chocolats, emballés dans une belle boîte, pour éveiller la gourmandise chez certaines femmes, le parfum, digne représentant de la sensualité de l'odeur et des sens en général, la lingerie, petite touche coquine, les bijoux, etc. Tout y passe !

## Spectacle, musique, déco...

Si le secteur de la bijouterie

connaît une morosité depuis quelque temps, la Saint-Valentin à en croire certains commerçants, représente pour des bijoutiers l'occasion de se faire plein les poches. Dans certains magasins à Yaoundé, les hommes sont nombreux à choisir la plus belle pièce pour leurs dulcinées. Des commerçants confessent qu'après les roses, ce sont les bijoux qui ont la cote pour la fête des amoureux. S'il y'en a qui optent pour des diamants dont les prix représentent une fortune, il y'a également des bijoux en argent, ou l'or brésilien qui font le buzz chez les femmes en majorité. Par ailleurs, il y a aussi une demande pour les montres de marque, les parfums chics et glams, les produits de soins mais aussi les lingerie sensuelles qui connaissent un boom en cette période.

Pour la soirée de la Saint-Valentin, les hôtels et les meilleurs restaurants de la ville sont également très prisés. À cette occasion, les amoureux sont très friands de repas fins en tête-à-tête dans des restaurants ou des hôtels. Les professionnels de la restauration et de l'hôtellerie mettent ainsi les petits plats dans les grands pour la nuit la plus romantique de l'année. Menus gastronomiques, cocktails à partager, spectacle, musique, décor... Les opérateurs se préparent depuis plusieurs semaines pour être fin prêts le jour-dit.

C.T.

## La course aux cadeaux dans les marchés

De nos jours, le 14 février se présente comme une « course aux cadeaux ».

Il est 11h au marché Mvog-Mbi à Yaoundé. Des commerçants ont envahi le trottoir. Sur les étals et les brouettes, les cartes de vœux, des emballages pour cadeaux, les bijoux, les cadres photos, les peluches, les chocolats, les parfums et albums photos. Les messages romantiques floqués sur ces accessoires attirent les passants et autres curieux qui se comptent par dizaines devant ces comptoirs de fortune. « *Je suis toujours à toi mon amour* », « *A toi mon amour, travaille comme si tout dépend de toi et prie parce que tout dépend de Dieu parce que je t'aime* », « *Mon amour, jamais je ne te laisserais hors de ma vie* ». C'est que, la célébration de la Saint Valentin le 14 février est une aubaine pour ces commerçants qui en profitent pour s'en faire pleins les poches. « *Les prix varient, on peut avoir les cadres qui vont de 1500 à 5000 Fcfa ; pour ce qui est des peluches, les prix oscillent entre 500 à 2500 Fcfa ; ça dépend du choix des clients* », explique Daniel, vendeur.

Tout autour de ces vendeurs, se trouvent des jeunes qui emballent des cadeaux, « *nous emballons les cadeaux de toutes sortes et les prix vont de 300 à 1000 Fcfa voire même plus car cela dépend de l'épaisseur du cadeau* », martèle Cisco, commerçant. Ces derniers qui se réjouissent d'un bon rendement grâce à cette activité « *il ya des où je peux rentrer à la maison avec une somme de 20000 Fcfa par jour parce que depuis quelques jours nous recevons beaucoup de clients et c'est en ce mois que nous vendons le plus* », ajoute-il en souriant. C'est chacun qui veut faire un beau cadeau à son partenaire, selon ces commerçants c'est beaucoup plus le 14 février jour de la fête que les recettes sont importantes. Les bénéfices aussi.

Linda MANGA MINLO'O (Stagiaire)



Douala

## La Fondation BGFIBank réhabilite l'école publique du Camp Bertaut

**L'École publique du Camp Bertaut est une école qui fait partie du site patrimonial de la ville de Douala**

DOUALA, Cameroun, 12 février 2019/ -- Le vendredi 7 février dernier, le Directeur Général de BGFIBank Cameroun, (www.Fondation-BGFIBank.com) Monsieur Loukoumanou WAIDI, a procédé à l'inauguration du projet de réhabilitation de l'École publique du Camp Bertaut à Douala. Cette cérémonie a eu lieu en présence de plusieurs autorités administratives, dont le Sous-préfet de l'arrondissement de Douala II, représentant le Ministre de l'Éducation nationale, le Docteur **Didier BIDJA** et l'Inspecteur de l'Éducation de base de Douala II, Madame **Odile Honorine L O K A**.

Implantée en plein cœur du quartier Marché central à Douala, l'École publique du Camp Bertaut est une école qui fait partie du site patrimonial de la ville de Douala. Ce projet a été conçu dans le but d'offrir des conditions



d'apprentissage saines et stimulantes aux 3000 élèves que compte l'établissement. "La concrétisation de ce projet est la plus belle démonstration de la confiance que nous avons en l'avenir" a souligné Monsieur **Loukoumanou WAIDI**, Directeur Général de BGFIBank Cameroun, qui s'est dit heureux d'avoir pu contribuer à la pérennisation

de cette école, qui représente l'un des piliers éducatifs de la ville de Douala. Les travaux qui se sont déroulés sur une période de 3 mois, de novembre 2018 à fin-janvier 2019, ont nécessité une intervention ciblée pour assurer la pérennité du site, ainsi que la santé et la sécurité des usagers. Pour l'ensemble des six bâtiments

concernés par le projet, ces travaux ont conjugué : maçonnerie, charpente et couverture, solivage et plafond, menuiserie métallique, peinture intérieure et extérieure et nettoyage complet du site, pour un montant total de 22 millions de francs CFA, entièrement financé par la Fondation BGFIBank.

À cet égard, le Docteur **Didier BIDJA**, Sous-préfet de l'arrondissement de Douala II, a remercié le Groupe BGFIBank par le biais de sa fondation, pour cet acte de générosité et pour son engagement d'envergure et porteur de sens en faveur de l'éducation, avant de souligner que "Cette action est une réponse concrète donnée à ceux qui n'ont pas encore compris que le développement d'un pays dépend essentiellement de l'accent qu'il met sur le secteur de l'éducation. Nous encourageons BGFIBank à promouvoir l'engagement et la responsabilité sociale chez ses consœurs".

Monsieur **Emmanuel NGOUA**, Directeur de l'école, a, quant à lui, exprimé sa fierté et sa gratitude vis-à-vis de la Fondation BGFIBank qui a porté son choix sur l'établissement dont il a la charge, établissement qui affiche aujourd'hui un nouveau visage : "Peu d'établissements comme le nôtre peuvent se réjouir d'offrir à leurs enfants de telles conditions d'accueil scolaire".

M.S.

## Bill et Melinda Gates publient leur lettre annuelle 2019

**Hier 12 février 2019, Bill et Melinda Gates partagent leur lettre annuelle de 2019, intitulée « les 10 questions les plus difficiles auxquelles nous ayons eu à répondre. »**

Dans la lettre de cette année, Bill et Melinda font part de neuf faits qui les ont pris au dépourvu au cours de leur deux décennies de collaboration dans le domaine de la santé mondiale et du développement.

Ils partagent des faits imprévus qui les inquiètent et les inspirent, et observent que les surprises sont souvent des appels puissants à l'action : « Il y a vingt-cinq ans, nous avons lu un article disant que des centaines de milliers d'enfants dans les pays pauvres mouraient de diarrhée. Nous croyons en un monde où l'innovation est pour tout le monde - où aucun enfant ne meurt d'une maladie qu'il est possible de prévenir. Mais ce que nous avons vu, c'est un monde encore marqué par les inégalités », écrivent Bill et Melinda Gates. "Cette découverte a été l'une des étapes les plus importantes de notre parcours vers la philanthropie." Les « faits surprenants » de la lettre de cette année traitent de sujets tels que l'importance d'investir dans la jeunesse africaine en pleine croissance, les sources d'émission de gaz à effet de serre auxquelles on n'accorde pas assez d'attention, les données qui peuvent être sexistes et les arguments nationalistes en faveur du mondialisme. Pour lire la lettre dans son intégralité, visitez le site [www.gatesletter.com](http://www.gatesletter.com)



### A propos de Melinda Gates

Melinda French Gates est une philanthrope, femme d'affaires et défenseur des droits des femmes et des filles dans le monde. En tant que

Coprésidente de la Fondation Bill & Melinda Gates, Melinda définit l'orientation et les priorités de la plus grande philanthropie au monde. Elle est également la fondatrice de Pivotal Ventures, une société d'investissement et d'incubation qui œuvre pour

le progrès social des femmes et des familles aux États-Unis. Melinda a grandi à Dallas, au Texas. Elle a obtenu un baccalauréat en informatique de la Duke University et un MBA de la Duke's Fuqua School. Melinda a passé la première décennie de sa carrière à développer des produits multimédias chez Microsoft.

### À propos de Bill Gates

Bill Gates est Coprésident de la Fondation Bill & Melinda Gates. En 1975, Bill Gates a fondé Microsoft avec Paul Allen et a propulsé la société au rang de leader mondial des logiciels et services professionnels et personnels. En 2008, Bill a décidé de se consacrer à plein temps aux travaux de sa fondation pour élargir les possibilités offertes aux personnes les plus défavorisées du monde. En 2010, Bill, Melinda et Warren Buffett ont fondé Giving Pledge, un effort visant à encourager les familles et les individus les plus riches à s'engager publiquement à consacrer plus de la moitié de leur richesse en faveur de causes philanthropiques et d'organisations caritatives de leur vivant ou de leur plein gré. En 2015, Bill a créé Breakthrough Energy Coalition, un groupe de personnes et d'entités engagées dans l'innovation en matière d'énergie propre, suivi par Breakthrough Energy Ventures en 2016, un fonds dirigé par des investisseurs visant à fournir du capital patient pour soutenir des entreprises de pointe dans le secteur de l'énergie propre.

M.S.



Haman Abdoullaye

## « Certains individus ont pris le BGFT en otage... »

Depuis quelque temps, une crise d'une rare violence secoue le bureau de Fret terrestre du fait d'une mission du contrôle supérieur de l'Etat dans cette structure. Pour en comprendre les enjeux, le Messenger a rencontré le président du syndicat national des transporteurs d'hydrocarbures du Cameroun (SNTHC). Dans l'entretien qui suit, Haman Abdoullaye, sans fioriture aucune, analyse la gestion de cette « épicerie familiale » et donne son point de vue sur la mission du contrôle supérieur de l'Etat dans cette structure. Aussi propose-t-il ce que les pouvoirs publics doivent faire pour redynamiser le secteur des transports des marchandises. Bien plus, vue l'importance du transport dans l'économie d'un pays, le président du syndicat national des transporteurs d'hydrocarbures du Cameroun évoque les problèmes que les transporteurs rencontrent. Notamment la spoliation des nos transporteurs par le BGFT et l'arnaque de certains marketers. Lisez plutôt !

**M le Président, vous venez d'adresser une correspondance au Premier ministre, chef du gouvernement. Qu'est ce qui a bien pu justifier pareil acte ?**

Je vous remercie de cette occasion que vous me donnée afin que je m'exprime sur cette actualité. Vous le savez bien, après l'élection présidentielle, le chef de l'Etat a nommé un nouveau Premier ministre pour conduire sa politique. Il était de bon ton que notre syndicat, par ma voix adressât déjà ses vives félicitations au nouveau premier ministre, tout en lui rassurant de notre soutien, celui des transporteurs des hydrocarbures à l'accompagner dans sa lourde et difficile mission.

**Et cela a aussi été une bonne occasion de présenter un état des lieux de votre secteur d'activité....**

Bien évidemment, nous en avons profité pour attirer son attention sur les véritables problèmes qui minent notre secteur d'activité. Vous êtes sans ignorer que depuis quelques jours, la chronique fait état des remous dans le secteur du transport et nous avons donc tenu à mettre les choses au clair...

**Est-ce à dire que vous ne vous reconnaissez pas dans un quelconque appel à la grève ?**

Nous sommes formel là dessus : le syndicat national des transporteurs d'hydrocarbures du Cameroun (SNTHC) n'a jamais appelé ses membres à un mouvement de grève. Astucieusement, ces individus qui ont lancé ce mot d'ordre de grève ont adossé à leurs revendications, certaines de nos préoccupations mais en réalité, c'est pour juste préserver certains de leurs avantages illégalement acquis et qu'ils n'aimeraient pas



perdre. Ils avaient d'autres visées à savoir la désinformation de l'opinion sur la situation du BGFT, le Bureau de Gestion du Fret Terrestre. Voilà pourquoi nous avons dénoncé cette manipulation.

**Parlant justement de cette manipulation qu'en est-il ?**

Vous savez certains individus ont pris le BGFT en otage depuis plus de deux décennies. Ils se sont substitués à l'Etat créant même leurs propres impôts et taxes et encaissant au passage des sommes faramineuses se chiffrant à des dizaines de milliards de FCFA. Ce qui fait que toute volonté de l'Etat de voir clair dans le fonctionnement de cette structure est considérée comme une déclaration de guerre. C'est pourquoi ils utilisent les noms des transporteurs pour faire un chantage organisé à l'Etat à travers des préavis de grèves fantômes, sachant du fond de leur cœur qu'aucun transporteur ne les suivra dans cette démarche, mais misant sur le fait que l'Etat tient beaucoup à la préservation de la paix sociale et qu'on n'arrivera pas au stade de la grève. D'où leur victoire en obligeant l'Etat à mettre un peu d'eau dans son vin. Pour votre gouverne ces mêmes transporteurs qu'ils disent défendre veulent plutôt faire grève contre ces oppresseurs afin que l'Etat les en débarrasse. Donc en résumé ces prédateurs ont pris en otage non seulement le BGFT, mais aussi les transporteurs des marchandises diverses et le fret.

**Qu'en est-il de la gestion même du BGFT ?**

Le BGFT est géré comme une épicerie familiale. L'orthodoxie financière n'existe pas de ce côté là. Une structure qui dit exister depuis 1993 et donc l'ouverture du premier compte en banque remonte à l'année 2010,

à vous de comprendre. Les gestionnaires actuels du BGFT étaient déjà recherchés pour complicité de détournements des biens publics dans le cadre du Bureau Commun et les mêmes causes produisant les mêmes effets vous pouvez tirer vous-même votre propre conclusion.

**Est-ce à dire qu'il y'a des détournements au BGFT ?**

A mon avis je crois que oui selon la « gestion de fait », parce que dans les missions du BGFT figurent entre autre la collecte des taxes et impôts afférent au transport pour le compte de l'Etat et des collectivités locales. Sur ce dernier point, depuis sa prétendue création, le BGFT a collecté des droits des timbres pour l'établissement des lettres de voiture, a vendu les vignettes CEMAC sans en reverser un seul franc à l'Etat depuis plus de 25 ans. Aujourd'hui certains individus dotés d'une moralité douteuse estiment que le BGFT est une entité privée voire un syndicat. La question qu'on se pose est la suivante : l'Etat a-t-il créé un syndicat et confié la gestion à des individus ? Si même tel en était le cas, je crois qu'ils devraient rendre compte à leur créateur mais s'obstinent systématiquement allant jusqu'à poser des actes de gangstérisme.

**Que pensez-vous de la mission du Contrôle Supérieur de l'Etat dans cette structure ?**

Mon point de vue est celui de tous les transporteurs des différents secteurs confondus. Cette mission est salutaire pour tout le monde à l'exception des prédateurs de cette structure ; d'ailleurs après ma correspondance adressée au Premier Ministre, j'ai reçu beaucoup d'appels de désespoir des transporteurs des marchandises autre que les hydrocarbures me suppliant de leur venir en

aide pour les sortir des griffes de ces prédateurs sans foi ni loi. Nous avons aussi rencontré l'administration et leurs avons proposé notre entière collaboration et expertise technique pour les aider à mieux mener leur mission.

**Qu'en est-il de la création du BGFT ?**

Vous savez moi je suis un légaliste, du point de vue légal le BGFT n'existe pas pour moi car il n'a jamais été créé. Son acte de création n'existe nulle part, il résulte de la cacophonie administrative orchestrée par les ministres de transport d'antan qui volontairement ou par méconnaissance ont pris des décisions en l'occurrence la décision numéro 1107/ MINT/DT du 26 aout 1993 organisant un bureau qui n'existait pas parce qu'à l'époque c'était le Bureau Commun qui existait, et la décision numéro 483/MINT/DTT du 04 avril 1997 précisant les modalités de fonctionnement du bureau du BGFT. Cette dernière décision ignorant subtilement celle organisant le BGFT en l'occurrence la décision 1107/MINT/DT du 26 aout 1993 mais se référant à celle créant le Bureau Commun tout en parlant du BGFT.

**Concernant cette création, qu'elle est la solution selon vous ?**

La solution pour moi est la suivante, il faut un texte de régularisation afin que la régularité aille à la rencontre de la légitimité pour que le fait antérieur fasse l'objet de captation par la règle de droit. L'objectif final étant d'instituer la symbiose entre ce qui est préalablement fait en marge de la légalité et ce qui doit être fait conformément aux textes.

**Que doivent faire les pouvoirs publics pour redynamiser le secteur des transports des marchandises ?**

Vue l'importance du transport dans l'économie d'un pays, je crois qu'il est urgent vu l'état agonisant de ce secteur de le réorganiser et cette réorganisation passe par deux chemins selon moi : créer une nouvelle structure en charge de la gestion du fret partant de l'arrêté présidentiel N 157/CAB/PR du 20 mars 1989 portant création du conseil national des transports (CNT) ou de la décision légale 1550 du 20 mars 1991 portant création du « Bureau Commun ». Et créer un comité de normalisation du BGFT en impliquant tous les acteurs du secteur

**Monsieur le président, quels sont les problèmes que vous rencontrez dans votre propre secteur d'activité ?**

Tout a été dit dans ma correspondance adressée au premier ministre chef du gouvernement mais à cela nous pouvons ajouter la spoliation des nos transporteurs par le BGFT et l'arnaque de certains marketers retenant les coulages à la température ambiante au lieu de 15°Celsius.

**Un mot pour la fin monsieur le président**

Tous mes vœux de bonheur, de prospérité, de paix et de stabilité à notre cher et beau pays. Je vous remercie.

Entretien mené par  
Franck Essomba



## Cameroun-Tchad

## L'état d'avancement du projet de consolidation de paix évalué



A quelques mois de la clôture du projet « Peace Building Fund » (PBF), les membres du Comité de pilotage transfrontalier se sont réunis à Yaoundé afin d'évaluer les efforts déjà fournis.

Dans quelques mois, *Peace Building Fund* (Pbf) rentre en gare après presque deux années de mise en œuvre. Démarré en décembre 2017, ce projet prend fin en mai 2019. Il vise à répondre aux défis du conflit et de l'extrémisme violent identifiés dans les zones frontalières Tchad et Cameroun à travers le renforcement des mécanismes traditionnels de résolution des conflits et de prévention / lutte contre l'extrémisme violent. Lequel nécessite l'élaboration d'approches pour soutenir les initiatives de consolidation de la paix basées sur la communauté qui se concentrent particulièrement sur le renforcement des capacités des femmes et des jeunes plus vulnérables à cette situation. Exécuté par le Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud) et le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (Unicef)

en collaboration avec des partenaires, ce projet conjoint et transfrontalier s'adresse à la fois aux institutions, aux communautés et aux organisations de la société civile.

## Implication des femmes

A moins de quatre mois de la clôture, les membres du Comité de pilotage se sont retrouvés à Yaoundé pour apprécier les progrès en vue de l'atteinte des objectifs fixés au lancement de ce projet. D'après les officiels de la rencontre du 6 février dernier, les résultats jusque là obtenus sont encourageants. « *Sur le financier, on est à peu près, à 80% de l'exécution de ce projet. En termes de résultats concrets, beaucoup d'actions ont été menées visant l'implication des femmes, des jeunes dans ce processus, et à renforcer le dialogue au niveau communautaire entre les composantes de la communauté qui vivaient ensemble, mais ne se parlaient pas systématiquement* », renseigne Jacques Boyer, Représentant de l'Unicef au Cameroun. L'analyse des résultats enregistrés révèle par ailleurs que ce projet a également permis de combattre et de réduire le phénomène d'enrôlement des enfants dans la secte Boko-haram.

D'ailleurs « *un des grands apports de ce projet, c'est le dialogue intergénérationnel* », confie Jacques Boyer qui précise que sur le terrain des réponses ont été apportées aux interrogations telles que : « *Comment les jeunes peuvent convaincre leurs aînés à s'impliquer dans ce processus de paix ? Comment les forces de sécurités présentes des deux côtés de la frontière, peuvent être mieux acceptés et dialoguer en vue de prévenir l'enrôlement des jeunes dans l'extrémisme violent ?* ». Les assises de Yaoundé ont également permis à la trentaine de participants de plancher sur les goulots d'étranglement pour en dénicher les contraintes, en vue de réorienter les stratégies pour améliorer ses performances. En rappel, le comité de pilotage est l'organe suprême qui prend les décisions politiques et stratégiques en matière de gestion de projet. Venus du Cameroun et du Tchad, les membres du Copil sont des fonctionnaires des gouvernements des pays susmentionnés, des agences des Nations Unies, de l'Union Européenne, ainsi que des représentants des ambassades des deux pays concernés, etc.

Nadège Christelle BOWA

## Yaoundé

## Les marchés de Yaoundé au bord de l'implosion

En cause, les abus de la police municipale et le trop plein de taxes imposées aux commerçants qui commencent à crier leur ras-le bol face à cette escroquerie déguisée de l'administration.

Le marché central de Yaoundé a risqué de peu une escalade de violence entre les commerçants et les éléments de la milice de Gilbert Tsimi Evouna en fin de semaine dernière. Dans la vidéo qui a fait le tour des réseaux sociaux, on pouvait voir des commerçants agités visant des pierres aux éléments de la police municipale, qui à leur tour prenaient à parti certains commerçants. Au centre des violences, l'on parle de l'interpellation brutale des commerçants par les agents de la police municipale. Selon des témoins, la situation a dégénéré quand les gros bras du délégué du gou-

vernement se sont rués de coups sur un des commerçants qui prenaient le soin de ramasser sa marchandise. Cette situation que l'on a vécu vendredi dernier fait suite à plusieurs précédentes, dont cette milice municipale s'en est faite l'auteur.

En effet, les éléments chargés d'assurer la sécurité dans les marchés de la ville de Yaoundé se sont érigés en supers policiers, abusant et violant les droits des commerçants et des usagers. On a coutume par exemple de vivre des scènes où ses miliciens violentent des commerçants qui ne veulent pas obtempérer. On se souvient du conducteur de moto qui avait été trainé au sol, le long du rond point central, par un pick-up de cette unité qui voulait emporter sa moto. En plus des scènes comme celle là, l'on assiste en permanence aux arrestations des commerçants à des heures non ouvrables et les jours fériés. Pire les éléments de la police municipale s'invitent déjà dans les sous quartier pour traquer

les commerçants qui parfois n'empiètent même pas la route.

## Dénonciations

A coté des violences, les commerçants se plaignent aussi d'être victimes des arnaques des agents municipaux qui leur exigent des taxes à n'en point finir. Malheureusement et malgré les nombreuses dénonciations, l'on sent comme une certaine complicité entre ces éléments et leur hiérarchie. Car malgré les plaintes, les mêmes qui sont accusés reviennent toujours dans les espaces publics, commettre les mêmes abus. Dans le contexte de la situation sociopolitique très tendue actuelle, si cette situation n'est pas réglée, elle risque de conduire à un réel soulèvement dans les marchés de la ville de Yaoundé. Il est donc grand temps pour Tsimi Evouna et ses collaborateurs de mieux encadrer leurs éléments.

Joseph ESSAMA

Eau potable  
Yaoundé en mode forages

Depuis des mois, à cause de la couleur jaune de l'eau qui coule des robinets, certaines familles font recours à l'eau du forage, des sources naturelles ou à l'eau minérale embouteillée, pour éviter des maladies. Sauf que se l'approprier n'est toujours pas chose aisée.

Le problème de l'eau que rencontrent les populations de la capitale, ne concerne plus seulement sa disponibilité, mais également la qualité de l'eau qui est distribuée par la Camerounaise des eaux (Cde) dans les ménages. L'eau qui coule des robinets est tellement jaune qu'il est impossible pour qui que ce soit de la consommer. Surtout qu'on a encore réminiscence des études primaires qui faisaient savoir qu'une eau potable est incolore. Mais que non ! Aujourd'hui le « précieux » liquide qui coule des robinets ressemble à une eau des égouts. Il urge dès lors pour les « yaoundéens », de trouver des solutions parallèles pour ne pas mourir de soif. De ce fait, d'aucuns ont opté pour l'eau du forage, certains, pour l'eau de source naturelle et d'autres pour l'eau minérale embouteillée. Bien que ce ne soit pas toujours facile. Au quartier Kondengui par exemple, jeudi, 07 février 2019, il est 6h. Dans cette zone logée dans l'arrondissement de Yaoundé IV, non loin de la prison centrale, plusieurs riverains s'agglutinent autour de l'unique forage du secteur à la recherche du précieux sésame.

## Bidons et brouettes

Avec des récipients sur la tête pour certains et des bidons dans la brouette pour d'autres, n'importe qui bouscule pour vite remplir ses récipients pour ne pas rentrer bredouille. Pour cause, l'eau du robinet est inconsommable. « *Nous ne pouvons plus consommer de l'eau qui coule au robinet, car elle est sale et chaque fois que nous la consommons, nous avons des maux de ventre* », explique Alice Mfoulou, ménagère. Sur le lieu, la file d'attente est interminable. C'est au premier venu de puiser, les autres attendent parfois plus de 30 minutes avant de remplir leurs récipients. Les jeunes sont obligés de se réveiller tôt le matin pour être en tête, car après 9h ils ne peuvent plus avoir accès au forage. « *Ici, les propriétaires nous demandent de puiser tôt, parce qu'après une certaine heure, eux même, ils partent au travail. Il arrive des fois qu'on puisse également le soir* », révèle Patrick. Pour ces derniers, il y a de quoi subir ce martyr, car l'eau du forage est plus claire et mieux consommable que celle du robinet.

## Tuyaux de canalisation

Vu la qualité douteuse de celle-ci, certains ne l'utilisent que pour les tâches ménagères. « *L'eau du robinet m'aide juste pour la lessive et le ménage parce que ce n'est plus évident que je l'utilise même pour ma toilette* », avoue Biloa Jade, résidente au quartier Kondengui. Dans certains ménages, à défaut de consommer l'eau du forage, ils préfèrent l'eau minérale. Mais ceux n'ayant pas assez de moyen, se trouvent contraints de consommer cette eau des robinets en se servant d'un filtre pour limiter les risques de maladies. « *On n'a pas le choix, quand on n'arrive pas à puiser l'eau du forage, et déjà que dans ce secteur ce n'est pas facile de voir un forage, on se contente de l'eau du puits ou du robinet qu'on fait filtrer et à laquelle on ajoute quelques gouttes d'eau de javel* », dévoile Bernadette Nko'o, riveraine au quartier Melen. De ce côté de la capitale, il est impératif pour les usagers de se réveiller tôt car à partir de 10h, l'eau du puits devient énormément sale. A la question de savoir ce qui pourrait être à l'origine de cette mauvaise qualité de l'eau qui coule des robinets, un riverain a laissé entendre que « *cela serait dû au mauvais entretien des tuyaux de canalisation de la Camwater, et qui sont pour la plupart défectueux* ».

Linda MANGA MINLO'O (stagiaire)

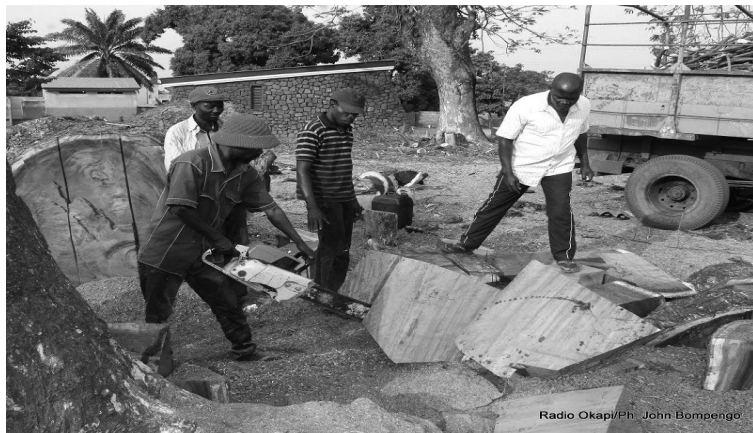


## Sanaga Maritime

## Succès et échec de l'entrepreneuriat de foresterie communautaire

A Bopo dans la région du Littoral, les populations se sont mises ensemble pour créer une entreprise forestière dont la fortune est soumise à quelques intempéries. Ce qui cependant n'émousse en rien l'enthousiasme des riverains engagés dans le processus de foresterie communautaire au Cameroun.

Mère de huit enfants, Bernadette Ngo Ngwe est toute seule pour mener sa petite troupe. Afin de satisfaire aux besoins de sa maisonnée et envoyer ses enfants à l'école, Bernadette s'est lancée dans la production à petite échelle des denrées comme le plantain, pistache, macabo, manioc... En fait, tout est bon pour les champs dont elle dispose dans la localité de Pouth Ndjock, située dans la forêt communautaire de Bopo, à environ une heure de route d'Edéa dans le département de la Sanaga Maritime (Littoral). « *La vie n'est pas facile au village. On n'a pas de courant* ». Pour cette paysanne, comme pour plusieurs ménages de ce village, l'accès à l'énergie électrique est une priorité voire une urgence. Pourtant, beaucoup ne peuvent s'offrir ce luxe qui pourrait permettre de booster le développement aussi bien sur le plan individuel que collectif. « *Tu peux vendre le plantain et payer de quoi multiplier. Comme le poisson que tu peux revendre sous*



forme de mets, ça te donne un rendement. L'urgence c'est avoir de l'électricité », plaide Bernadette dont les espoirs reposent sur la mise en œuvre des activités du projet Dryad dans son village.

## Plaques solaires

Financé par le Département du Développement International (Dfid) des Royaumes Unis, ce projet a retenu trois communautés forestières (Bopo, Libock et Nguimbock) qui bénéficient de leur appui. Ces dernières sont accompagnées par Cameroun Ecologie (Cam-Eco) sous contrat de partenariat avec le Centre International de Recherche en Agroforesterie (Icraf) pour la mise en œuvre. A Bopo précisément, deux villages (Boomabong et Pouth Ndjock) ont réuni leurs forêts communautaires afin d'obtenir une plus grande superficie (3750 ha) dont ils ont dégagé 10ha pour créer une entreprise forestière. « *Chaque ménage a reçu son 5000 m<sup>2</sup> qu'il gère pour le compte de l'entreprise. Et pour les couples, les rôles sont partagés. L'homme s'occupe*

des plantains et la femme du pistache », explique Alex Nyemb chef filière Gic Forêt Communautaire Bopo. Il soutient par ailleurs que l'entreprise forestière qui est un dédoublement du Gic fonctionne pour le moment avec les moyens mis à disposition par Dryad. Soit 23 millions sur 5 ans, 2016-2020. Mais sur la durée, l'entreprise va générer des bénéfices qui seront destinés à l'achat des plaques solaires à distribuer aux membres de la communauté.

## Exode rural

Ainsi, Malgré l'échec cuisant enregistré avec l'expérience de la culture du pistache, l'espoir d'être fourni en énergie solaire reste permis pour ces populations qui ont placé leur confiance dans la production de plantains. En effet confie Cécile Ndjebet de Cam Eco, « *sur les prévisions de 2500 - 4000 kg de pistache attendus en 2018, l'entreprise n'en a récolté que 150 Kg à cause des effets néfastes du changement climatique. Il y a eu des pluies précoces. Or la culture du pistache*

est très exigeante ». Ce qui n'est pas le cas avec le plantain dont 12 000 plants ont été repiqués dans les champs. « *Ce n'est pas le moment des récoltes. Mais ça promet ! Nous sommes au début. Comme les pluies vont commencer ça va prendre le poids. D'ici quelques mois avec le nettoyage, ça va aller* », affirme avec assurance Bernadette qui n'attend plus que les pluies pour voir grossir les doigts de bananes plantains dont les régimes, à son avis, sont prometteurs.

En attendant la commercialisation de leur production qui permettront selon les dispositions des textes, en l'occurrence le droit d'usage, d'améliorer son habitat, les membres de cette communauté présentent déjà quelques avantages de la mise en œuvre de ce projet dans leur localité. Il s'agit de la voie en latérite qui ouvre le village à la ville et facilite le transport des productions vers les lieux de commercialisation ; la rénovation du centre de santé ; la construction des bâtiments devant abriter les bureaux et le magasin de l'entreprise. Par ailleurs, « *Les emplois ont été créés et cela a permis d'éviter l'exode rural. Quand il n'y a rien à faire, les jeunes s'en vont se chercher en ville. Mais là beaucoup sont rentrés pour aider leur parent. Ils sont payer à la tâche car le projet a deux niveaux de rémunération* », assure Alex Nyemb qui souhaite l'extension des activités de cette entreprise à d'autres champs d'intérêt notamment la valorisation en briquette et ou charbon de bois, des rebus de bois abandonnés par des exploitants forestiers.

Nadège Christelle BOWA  
De retour de Pouth Ndjock

## Tabagisme

## L'Ethiopie « désenfume » sa population

Le 5 février dernier, le parlement éthiopien a adopté une loi qui comprend de fortes dispositions conformes à la Convention Cadre de l'Oms pour la lutte antitabac que ce pays a ratifiée le 21 janvier 2014. Soit huit (08) ans après le Cameroun.

Ça y est l'Ethiopie a rejoint le cercle encore très fermé des pays africains qui ont eu le courage d'adopter une loi antitabac conforme à la Convention Cadre de l'Oms pour la lutte antitabac. Soit 5 ans seulement après l'avoir ratifié. En gros, la loi antitabac éthiopienne interdit la vente de la shisha, de cigarettes électroniques, de produits du tabac chauffés et aromatisés ; la publicité, la promotion, le parrainage et la vente en détail de cigarettes. De même, elle exige des avertissements sanitaires graphiques sur 70% des faces arrière et avant des paquets de cigarettes, ainsi que l'interdiction totale de fumer dans les lieux de travail, les espaces publics fermés, dans les transports en commun et dans la cour des écoles, des centres de jeunesse et des parcs d'attraction. Cette loi interdit également la vente des produits du tabac aux et par les moins de 21 ans. Plus forte encore, elle comporte des dispositions strictes contre l'ingérence de l'industrie du tabac dans la lutte contre le tabagisme, ainsi qu'une interdiction totale des activités de responsabilités sociale de ladite industrie.

Ce qui fait dire à Deowan Mohee, Secrétaire Exécutif de l'Alliance pour le contrôle du tabac en Afrique (Atca) que :



« *L'adoption de cette loi crée un cadre législatif pour une lutte antitabac efficace en Ethiopie. Elle démontre l'engagement politique et la détermination à lutter contre la consommation croissante du tabac le pays* ». En effet, en 2016, l'enquête mondiale sur le tabagisme chez les adultes révèle que 5% (3,2 millions) de la population éthiopienne âgée de 15 ans et plus consomment le tabac. Tandis que 29,3% (6,5%) sont exposés à la fumée sur le lieu de travail. Commentant elle aussi cette législation, Bintou Camara, Directrice des programmes Afrique pour la « *Campagne des enfants sans tabac (en Anglais Ctfk)* », affirme que « *cette loi adoptée à l'unanimité par le parlement va permettre de sauver des vies et de protéger plus 105 millions de personnes dans le 2<sup>e</sup> pays le plus peuplé d'Afrique* ».

## Le Cameroun sommeille

De concert, Acta et Ctfk félicite

l'Ethiopie pour cette « *décision historique* » et exhorte toutes les parties concernées y compris la société civile à assurer la mise en œuvre intégrale de ladite loi. D'autres pays à l'instar du Cameroun sont appelés à suivre l'exemple de l'Ethiopie. Une honte quant on sait que ce pays a été parmi les premiers à ratifier la Cclat en 2006 soit seulement 3 ans après son adoption le 21 mai 2003 par la 56<sup>e</sup> Assemblée mondiale de la santé à Genève en Suisse. En attendant que les parlementaires Camerounais à l'instar des Ethiopiens prennent leur responsabilité, des organisations de la société civile se battent au quotidien avec le seul arsenal dont elles disposent. A savoir : le plaidoyer et la sensibilisation.

A cet effet, en prélude à la célébration de la fête de la Jeunesse dans le pays, une équipe de la Coalition Camerounaise contre le Tabac, conduite par le Dr Flore Ndembiyembe, présidente de la C3T, s'est rendue le 8 février 2019, au Lycée bilingue de Nyété dans le département de l'Océan, à plus de 300 Km de Yaoundé, pour une causerie éducative sur les méfaits du tabac à l'attention de la population jeune, cible privilégiée de l'industrie du tabac. La rencontre présidée par le sous-préfet de cet arrondissement, était couplée au dialogue tripartite sur les rôles des membres de la communauté éducative sur la prévention du tabagisme en milieu jeune et à l'installation d'un club antitabac dans cet établissement où le proviseur est un champion de la lutte contre le tabac.

Nadège Christelle BOWA

Fête de la jeunesse  
Des élèves du Noso défilent à Figuil

La parade de la fête nationale de la jeunesse organisée dans l'arrondissement de Figuil a permis d'apprécier la diversité des établissements et le talent des enfants dans cette partie du pays.

« *Pour un coup d'essai, c'est un coup de maître ! Bravo à tout le comité d'organisation du défilé dans l'arrondissement de Figuil !* ». Henri Nicolas Owono Mbarga a ainsi manifesté sa satisfaction au terme de la parade de la fête de la jeunesse lundi à Figuil. Fort de la brillante participation des élèves, apprenants des centres de formation et des jeunes, le public réuni à la place des fêtes de Figuil à découvert la splendeur de la carte scolaire de l'arrondissement. Animé de l'amour de la patrie, les enfants ont paradé devant les autorités et invités venus les célébrer. Pour un coup d'essai, c'est un coup de maître ! Le rituel aura été respecté quant à la solennité et des particularités observées. Les foules nombreuses sorties des différents quartiers ont apprécié la qualité et l'engouement des défilants. Tenues correctes, chants patriotiques, gadgets, messages poignants sont autant d'éléments de charmes vécus par le public. « *Parlant des innovations nous avons eu les mouvements d'ensemble. Il y a longtemps que les mouvements d'ensemble avait disparus du défilé. Nous avons relevé le défi de réintroduire cela dans la parade de cette 53<sup>e</sup> édition et les adultes ont beaucoup apprécié* », décrit, le délégué arrondissement de la jeunesse et de l'éducation civique de Figuil.

## Appuis du Chef terre

Chose nouvelle dans un contexte social tendu au Cameroun, les jeunes de l'arrondissement de Figuil ont obtenus des drapeaux des mains des autorités. Egalement, des élèves originaires du Nord-Ouest et le Sud-Ouest retenus pour leur collaboration ont bénéficié des appuis du Chef de terre ainsi que les chefs d'établissements de Figuil dans la région du Nord. Henri Nicolas Owono Mbarga, sous-préfet de l'arrondissement, pense qu'aucune localité du pays ne peut prétendre au développement tant que l'éducation des enfants n'est pas assurée : « *les populations m'ont soutenu pour réhabiliter des salles de classe à Figuil et la sous-préfecture et la résidence du Sous-préfet. Je suis satisfait parce que les populations de Figuil ont compris ce que les pouvoirs publics attendent de la décentralisation* », indique le chef de terre face à la presse. Par ces actes, l'autorité administrative apporte sa touche à la promotion de l'éducation. Une action qui vient rappeler aux populations de l'arrondissement de Figuil la nécessité de participer activement aux activités de développement sous toutes ses formes. Il trace aussi par ce geste la voie à la décentralisation qui met un met un accent sur la participation des populations à la gestion de leurs affaires.

Source actucameroun.com



# TSEP HOTEL "LE DUVET"

Yaoundé - Tél/Fax : (237) 22 20 12 93



- Bar et restaurant.
- Chambres climatisées
- Télé - câblée.
- Parking sécurisé.
- Salle de conférence.

Pour Agrémenter votre séjour dans la capitale  
Une seule adresse : TSEP HOTEL « LE DUVET »

Tél/Fax : (237) 222.20.12.93  
 Rue John Ngu Foncha – Yaoundé (Cameroun)  
 • Situé à Tsinga à côté de l'Eglise Christ Roi

Une filiale de  
**free media**  
 GROUP

# Le Messenger

1979 - 2019 **Quotidien**

*Au service de la vérité, et toujours  
 à l'écoute du peuple !*

Direction - Rédaction - Centrale  
 Administration - Commercial

Agence  
 Centre - Sud - Est

Yaoundé  
 (Montée Ane Rouge)  
 B.P. 7915  
 Tél/Fax: (237) 22 23 78 01

B.P. 5925 Akwa- Douala (Cameroun)  
 Rédacteur en chef: 33 05 95 27  
 Coordonnateur de la rédaction: 33 12 39 64 / 33 05 95 32  
 Secrétariat: 33 42 04 39  
 Commercial: 33 12 69 61  
 Tél/Fax: (237) 33 42 53 74 République du Cameroun  
 E-mail: lemessenger@lemessenger.net

Agence  
 Ouest & Nord-Ouest

Bafoussam  
 (Carrefour Madelon)  
 Tél (237) 75 48 00 06  
 Gsm: 94 98 46 56

Le Messenger est distribué et lu à travers le triangle national,  
 et sur le net: [www.lemessenger.net](http://www.lemessenger.net)



# Union africaine : quelle trajectoire avec al-Sissi ?

**Le Rwandais Paul Kagame avait multiplié les initiatives pour restructurer l'organisation panafricaine. La question qui est désormais posée est celle des priorités avec ce nouveau chapitre qui s'ouvre avec la présidence de l'Égyptien al-Sissi.**

C'est une page importante que l'Union africaine tourne ce dimanche avec le passage de témoin au niveau de sa présidence du Rwandais Paul Kagame au Raïs égyptien al-Sissi. Au cœur des enjeux, la continuation des importantes réformes mises en œuvre durant l'année 2018 et la gestion d'un juste équilibre entre la quête d'influence continentale de l'Égypte et la nécessité de renforcer les chantiers de la grande construction continentale vers l'intégration et les processus démocratiques pour une inclusivité économique et politique. Avec la cérémonie d'ouverture du sommet de l'Union africaine, le chef de l'État égyptien Abdel Fattah al-Sissi prend officiellement la présidence tournante de l'Union africaine (UA). Après une présidence extrêmement active, marquée toutefois par un camouflet de taille après les élections en RD Congo, Paul Kagame a donc remis son tablier avec une énième initiative samedi, cette fois en vue d'améliorer les soins de santé en Afrique.

## Al-Sissi : suivre la trajectoire Kagame...

Son successeur s'est lui d'ores et déjà engagé à poursuivre certains efforts déployés par son prédécesseur, à commencer par la Zlec, un des projets-clés de l'UA pour renforcer l'intégration du continent. Paul Kagame était parvenu en mars 2018 à obtenir la signature de 44 pays sur l'accord d'établissement de la Zlec, mais cet essai marqué par le président rwandais doit maintenant être transformé par son homologue égyptien : dix-neuf pays ont à ce jour ratifié l'accord,



alors que vingt-deux ratifications sont nécessaires pour qu'il entre en vigueur. L'Égypte « souhaite renforcer sa position sur le continent africain et ne pas être considéré comme un pays tourné uniquement vers le monde arabe », souligne, cité par l'AFP, Liesl Louw-Vaudran, de l'Institut pour les études sur la sécurité.

## ... mais aussi s'en démarquer

Cela dit, al-Sissi devrait cependant apporter sa touche personnelle en axant sa présidence sur la sécurité, le maintien de la paix et la reconstruction post-conflit, des questions étroitement liées au thème de l'UA choisi pour 2019, année des « réfugiés, rapatriés et personnes déplacées ». Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, présent à Addis-Abeba, a salué samedi un « vent d'espoir » qui souffle selon lui sur l'Afrique, après une série d'élections pacifiques (RDC, Madagascar, Mali), d'accords de paix

(Soudan du Sud, Centrafrique) et de réconciliations (Éthiopie-Érythrée).

Les observateurs n'attendent toutefois pas de M. al-Sissi un mandat aussi actif que celui de Paul Kagame, les grandes puissances étant généralement réticentes à une UA trop forte ou trop intrusive. Surtout, note un diplomate africain, que l'Égypte n'a jamais oublié sa suspension de l'UA en 2013, décidée après la destitution par l'armée de l'islamiste Mohamed Morsi, premier président démocratiquement élu en 2012.

Sur un autre registre, Amnesty International a exprimé ses craintes quant à l'impact de la présidence de M. al-Sissi sur les mécanismes d'évaluation des droits humains en Afrique, accusant l'Égypte d'avoir mené ces dernières années des attaques politiques haineuses contre la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. « Depuis qu'il est au

pouvoir, le président Sissi a montré un dédain choquant envers les droits humains », a soutenu l'ONG.

## Un écueil économique pour l'Égypte face aux réformes ?

La question est posée de savoir si le processus de réformes porté depuis 2016 par Paul Kagame va se poursuivre. D'aucuns pensent que le départ de ce dernier, qui avait profité de son mandat à la tête de l'UA pour mettre la question en bonne place sur l'ordre du jour, se fera particulièrement sentir. Si l'Égypte a assuré publiquement être engagée dans le processus de réformes, l'instauration d'une taxe de 0,2 % sur les importations permettant d'assurer l'indépendance financière de l'UA – dont plus de 54 % du budget 2019 proviendra de donateurs étrangers – pourrait ne pas passer les réticences des États... Égypte en tête.

## Commission, élections : les recules de l'Union africaine

En novembre 2018, la majorité des États avait rejeté le projet de donner au chef de l'organe exécutif de l'UA le pouvoir de nommer ses commissaires, mesure visant à rendre l'administration plus responsable devant son chef. « L'UA et sa Commission n'ont que la puissance que les pays membres veulent bien leur donner », analyse Elissa Jobson, de l'International Crisis Group. « Contrairement à l'Union européenne, les États africains n'ont pas transféré de souveraineté à l'Union africaine. » Parallèlement, Paul Kagame avait essuyé un cinglant désaveu après avoir demandé au nom de l'UA la suspension de la proclamation des résultats de la présidentielle de décembre en RDC, entachés selon lui de « doutes sérieux » : les résultats avaient finalement été validés par la Cour constitutionnelle congolaise et salués par les poids lourds du continent, dont l'Afrique du Sud, le Kenya et l'Égypte.

PAR LE POINT AFRIQUE

## Tête-à-tête Félix Tshisekedi- António Guterres

# Un vent d'espoir souffle sur la RDC

**La gouvernance démocratique en RD Congo fait d'ores et déjà des progrès considérables. Une vraie révolution héritée des acquis du Raïs congolais témoigne de la réalité des égards que le SG des Nations Unies, António Guterres, a voués au nouveau Chef de l'Etat congolais, Antoine-Félix Tshisekedi.**

Au 32ème sommet de l'UA hier, les Chefs d'Etat africains ont tout oublié et reconnu l'élection du nouveau Président de la RD Congo. Peut-être une nouvelle bonne nouvelle pour Kinshasa.

Son Président nouvellement élu, Félix Tshisekedi, porte désormais le brassard du 2ème vice-Président de l'Union européenne. Il a été désigné à ce poste hier dimanche 10 février, à l'issue des travaux du 32ème Sommet de cette organisation continentale, à Addis-Abeba. Le poste de 1er vice-Président qui revenait de droit à l'Afrique australe, a été confié au Sud-africain Cyril Ramaphosa.

Par contre, l'Égyptien Abdel Fattah Al-Sissi remplace le Rwandais Paul Kagame. Ainsi, il devient le 17ème président de l'Union africaine pour un mandat d'une année. Le choix de Félix Tshisekedi comme 2ème vice-Président de l'Union africaine n'aura donc rien de surprise, dans la mesure où ce poste revenait à l'Afrique centrale. Le mandat étant rotatif, c'était le tour des pays de l'Afrique centrale, de présenter la personne désignée.

Ce, après concertation. Autrement dit, il ne s'agit donc pas d'une élection au premier sens du terme, où le Président congolais serait en compétition contre un autre Chef de l'Etat, candidat à ce même poste. Rien de tout cela. D'ores et déjà, des analystes lient cette désignation à la récente tournée de Félix Tshisekedi, dans quelques pays de la sous-région. Précisément l'Angola et le Congo Brazzaville.

En d'autres termes, tout a été joué lors de ces visites intervenues quelques jours seulement, avant les travaux du 32ème Sommet de l'Union africaine. Bémol cependant. Pour un Chef de l'Etat qui arrive pour la première fois aux affaires, la désignation à cette responsabilité n'est pas rien. Bien au contraire.

Félix Tshisekedi vient ainsi récolter un premier succès international. Et donc, une grande entrée dans la cour des grands. UN GRAND COUP De l'avis de certains analystes, le choix du Président congolais au poste de 2ème vice-Président de l'Union



africaine, est un signal fort que l'organisation panafricaine envoie à certains "mondialistes". Singulièrement ceux qui continuaient à surfer sur le "mutisme" de l'UA sur l'élection de Fatshi, pour espérer un nouvel ordre politique en RD Congo. Dorénavant, les partisans de ce schéma devraient donc voir ailleurs.

Car, par son "vote" hier, le nouveau Président congolais qui participait ainsi à sa toute première rencontre internationale, a mis d'accord, tous ses homologues africains présents dans la capitale éthiopienne. Désormais, l'"orage" est derrière Félix Tshisekedi. Tout semble oublié ou presque. La formule utilisée par le président de la commission de l'UA, Moussa Faki, dans son discours d'ouverture du Conseil exécutif, en est une parfaite illustration.

Quand Moussa Faki se dit satisfait du "bon déroulement des élections (...) à Madagascar et en République démocratique du Congo", c'est tout comprendre. Arrivé pour la première fois au sommet de l'Etat, Félix Tshisekedi avait donc deux défis majeurs à relever à Addis-Abeba. Le premier consistait en la reconnaissance de son pouvoir au niveau continental. Le deuxième défi se rapportait à l'acceptation de son programme.

Il s'agit ici, d'un vaste projet qui, par principe, devrait être en harmonie avec l'Agenda de développement de l'Union africaine, ex-Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), adopté à Lusaka en Zambie, en 2001. En d'autres termes, le nouveau Chef de l'Etat congolais devrait donc prouver à ses collègues,

qu'il partage avec eux, la même vision du développement du continent. En ce qui concerne le premier enjeu, il faut rappeler le contexte général de l'élection du successeur de Joseph Kabila. Ce, aussi bien avant qu'après l'annonce des résultats.

A ce sujet, l'histoire retiendra que l'Union africaine avait, dans un premier temps, émis de sérieux "doutes" sur l'annonce de la victoire provisoire de Félix Tshisekedi par la CENI, avant le verdict de la Haute Cour.

Par la bouche de son désormais ancien Président Paul Kagame du Rwanda, cette organisation continentale avait même demandé à la Cour Constitutionnelle en RD Congo de suspendre la poursuite de l'examen de la requête en contestation des résultats de la présidentielle, introduite par Martin Fayulu.

Au même moment, l'Union africaine avait annoncé l'arrivée de sa mission, lundi 22 janvier à Kinshasa pour tenter son arbitrage. Cependant, la demande de l'UA fut aussitôt rejetée par les dirigeants congolais qui y avaient perçu, des relents d'ingérence dans une matière relevant de la politique intérieure du pays.

Moralité, la Cour constitutionnelle avait finalement rendu son arrêt tard dans la nuit de samedi 19 à dimanche 20 janvier, proclamant définitivement Félix Tshisekedi, vainqueur de la présidentielle du 30 décembre dernier. Depuis, l'Union africaine qui semblait favorable à l'option du recomptage de suffrages, suggérée par Martin Fayulu paraissait donc s'engager dans une sorte de bras-de-fer avec Kinshasa. L'opinion l'aura donc constaté aux premières heures qui avaient suivi la publication des résultats définitifs du scrutin.

En tout cas, tous les Présidents africains s'étaient montrés très réservés, pour reconnaître la victoire de Félix Tshisekedi. Sauf le Kenyan Uhuru Kenyatta et son homologue Sud-africain, Cyril Ramaphosa. Et dire que la même attitude des présidents africains a été encore observée le 24 janvier dernier, lors de la cérémonie d'investiture du Président Félix Tshisekedi.

Bien qu'y ayant été officiellement invités, les chefs d'Etat africains - à l'exception notable du Kenyan Kenyatta - s'étaient fait représenter. Qui par son vice-président, qui par son Premier ministre, qui par son ministre des Affaires.

Au jour d'aujourd'hui, la page est tournée. Fatshi qui a commencé son mandat depuis hier au sein de l'Union africaine, prouve qu'il a réussi à convaincre tous les autres Chefs d'Etat africains.

Grevisse Kabre/Forum des AS



Malachie Manaouda

En bref

## Un tournoi de football pour remercier Paul Biya

Pour avoir nommé leur « frère » à la tête du ministère de la Santé publique, l'Association des jeunes dynamiques et ambitieux, a organisé un tournoi dont la rencontre finale a opposé As Minsanté à Ngoula 2-0 le 11 février dernier, à Yaoundé, en présence du ministre promu et des autorités traditionnelles.

Pendant que les jeunes s'adonnaient à la grande parade du 11 février relativement à la clôture de la « onzaine de la jeunesse » sur toute l'étendue du territoire national, les jeunes dynamiques quant à eux, honoraient le chef de l'Etat pour avoir pensé à la jeunesse lors du réaménagement du gouvernement du 04 janvier dernier. Pour cela, c'est au sein du complexe multi sportif de la Garde présidentielle, logé dans l'arrondissement de Yaoundé II, au quartier Melen, que s'est disputée la finale du tournoi organisé par l'Association des jeunes dynamiques et ambitieux. Comme l'indique les deux banderoles fixées sur les poteaux des deux tribunes opposées du terrain de foot, il est clairement écrit dessus « *les jeunes dynamiques et ambitieux disent merci au président de la République pour la très haute confiance accordée au jeune ministre de la Santé publique* ». Et au président de ladite association, Gilles Mekok Ndongo de confirmer « *c'est parce que dans notre association nous sommes ambitieux et dynamiques que nous avons osé faire tout ceci. Et pour une première fois, je pense que ça a été une réussite. Parce qu'avec l'accompagnement des médias, j'ai la conviction que ça a été ce que je souhaitais* ».

### Travailler pour l'intérêt général

Pour la circonstance, l'équipe du ministère de la Santé publique, As Minsanté (vêtu en maillot rouge), affronte l'équipe de ces jeunes, Ngoula 2-0 (en maillot bleu). Après s'être neutralisé sous un score de zéro but partout à la première mi-temps, même la seconde période n'a pas pu séparer les deux formations. Il a donc fallu attendre la phase des tirs au but, puisqu'il n'y a pas eu de prolongation, pour que Ngoula 2-0 remporte la partie. Après avoir enregistré 4 buts et raté 1 tirs chacun, c'est la deuxième phase des tirs au but qui a finalement permis à Ngoula 2-0 d'obtenir la victoire. Il faut souligner au passage que le dernier tireur de l'As Minsanté a manqué de donner la



victoire à son équipe à la première phase alors qu'ils avaient l'avantage. Au total, sur les 6 pénaltys qui ont été tirés par chaque équipe, As Minsanté en a marqué 4 et son adversaire 5. Malgré la présence du Minsanté, son équipe n'a pas pu lui donner le résultat escompté. Toutefois, loin de cette partie de plaisir, c'est un message fort que ces jeunes dynamiques voulaient transmettre à l'endroit du gouvernement. « *L'objectif de l'association c'est d'accompagner tous les membres du gouvernement à subvenir aux besoins de la population ; c'est de travailler pour l'intérêt général. Donc si les jeunes comme ceux de notre association ne posent pas ce genre d'acte, ça va amener les responsables qui nous gouvernent à dormir. Voilà pourquoi nous disons que cet acte que nous avons posé, c'était pour leur dire que nous sommes derrière eux et qu'ils doivent subvenir aux besoins des populations* », a souligné Gilles Mekok Ndongo, président de l'Ajda.

### 100% derrière Biya

Une initiative en laquelle Malachie Manaouda trouve toute sa raison d'être. « *Evidemment, ça signifie que le chef de l'Etat a fait confiance à la*

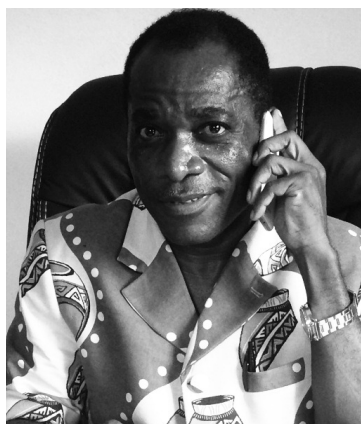
*jeunesse ; je suis peut être celui là qui bénéficie de cette confiance aujourd'hui, mais je vois en moi, le repère de toute une jeunesse qui se mobilise aujourd'hui. Ce qui signifie que les jeunes veulent être solidaire, ils veulent donner le meilleur d'eux-mêmes, et ils veulent soutenir à 100% le chef de l'Etat. Donc je ne peux qu'être content et très fier* », a-t-il révélé. Et d'ajouter, « *je voudrais simplement m'engager pour leur dire que je vais porter leur voix, je vais les accompagner également et ensemble nous allons faire de très belles choses parce que lorsque je vois tout ce monde mobilisé, c'est une motivation supplémentaire pour aller de l'avant et donner des résultats chaque jour là où le chef de l'Etat en a besoin* ». A en croire Gilles Mekok Ndongo, il faudra encore attendre un autre réaménagement du gouvernement ou un remaniement ministériel pour vivre un autre spectacle de ce genre. « *La prochaine édition ce sera par rapport à un autre acte du chef de l'Etat, parce que nous sommes là pour accompagner les membres du gouvernement, le chef de l'Etat et la population en général* », a-t-il indiqué.

Rostand TCHAMI

Jean Claude Ango

## « Le début du championnat est prévu le 02 mars »

Président intérimaire de la Ligue régionale de football du Sud, le colonel de la gendarmerie nationale revient sur les perspectives d'avenir du championnat dans les ligues départementales et assure ses fonctions actuelles après la promotion de la présidente élue Céline Eko au Comité exécutif de la Fédération camerounaise de football.



arrêté, et la fin du championnat devra se jouer entre les premiers de chaque poule, et au terme des barrages, on pourra déterminer le champion qui représentera la région du Sud au tournoi inter-poules. Déjà, 22 clubs provisoirement venant des ligues départementales de la Mvila, du Dja et Lobo et de l'Océan. A entendre les uns et l'autres, il y a comme une espace d'engouement des présidents de clubs avec la montée de Ofta club de Kribi. Pour cela, nous envisageons donc faire l'ouverture du championnat dans la cité balnéaire à Kribi.

**Vous parlez de 3 départements seulement, et le 4e département ?**

Le quatrième département à savoir la Mvila, n'a pas fonctionné en ligue départementale. Ainsi, un comité ad hoc a été mis en place en vue de lancer le championnat départemental pour qu'à la fin, on puisse avoir une équipe en division supérieure pour faire participer les 04 départements. Pour rendre plus attrayant le championnat, nous allons approcher les différents maires du Sud, les élites afin qu'ils puissent encourager la promotion du football dans notre région en y mettant les ressources.

**Est-ce qu'on peut dire après la venue de votre règne que tout va bien ?**

Rien n'est jamais parfait. S'il y a des problèmes qui concernent le football, il faut chercher des solutions dans les arcanes du foot. Mais il peut y arriver qu'il y ait ce que moi j'appellerai des petits tiraillements entre les individus, c'est interpersonnel et qui n'est pas du ressort du président que je suis. Mais toute fois, on peut y apporter des conseils en vue de la promotion de la paix, gage d'un fonctionnement harmonieux. Pour dire qu'après notre élection, certains incompré-

hension sont nées, c'est normal l'alternance n'est jamais acceptée de tous. Le championnat a été engagé. Il est question d'apporter toute l'aide nécessaire au président, afin d'avoir un championnat qui respecte l'éthique footballistique. Car, le football est une affaire collective où chacun doit jouer seulement sa partition pour un résultat apprécié pendant les 90 minutes de jeu. Toutes ces contributions mises ensemble permettent de donner un sens à notre football à la base, il en a grandement besoin pour se remettre.

**A quel moment les postes occupés par les absents actuels seront-ils complétés ?**

La présidente élue, madame Eko Céline est déjà troisième vice-président au niveau de l'instance faîtière nationale. Pendant son absence, le travail doit continuer au niveau régional. Ainsi, le bureau sera complété suivant les directives de la fédération nationale et dans les délais requis par les textes, nous restons donc en attente de ces directives.

Propos recueillis par Jacques Pierre SEH

## Blessure Jeando Fuchs sur les traces de Neymar

Vendredi dernier, alors que son club, le Fc Sochaux affronte AS Béziers dans le cadre de la 24<sup>e</sup> journée de Ligue 2, l'international camerounais a été sorti sur blessure à la 30<sup>e</sup> minute de jeu. On craignait déjà que l'indisponibilité soit de plusieurs semaines au vu des premiers diagnostics. Les grosses craintes émises dès vendredi soir à Béziers se sont avérées fondées. L'examen d'urgence effectué sur le pied douloureux a révélé un trait de fracture comparable à celui qui a mis sur le flanc Neymar à l'issue du match contre Strasbourg. Le coup est rude pour le capitaine du Fcsm. Les résultats de l'Irm font foi et ont aussitôt déclenché un protocole de soins qui recommande au minimum huit semaines d'immobilisation. Il faudra ensuite consacrer une période de reconditionnement physique qui ne permet pas d'envisager un retour en forme avant avril. Au mieux, le meilleur milieu sochalien ne pourrait être disponible qu'en toute fin de saison. Conséquemment, il ne sera pas disponible pour le Cameroun lors de l'échec capitale contre Les Comores en mars. Si le Cameroun se qualifie pour la Coupe d'Afrique des nations, s'il récupère bien, il devrait y participer. Le capitaine sochalien a été opéré à Besançon hier mardi.

## Mercato Avant le Cameroun, Seedorf avait tenté le Real

Sélectionneur du Cameroun depuis le mois d'août dernier, Clarence Seedorf avait brigué un autre poste avant de s'asseoir sur le banc des Lions Indomptables. Dans une interview accordée à *Marca*, l'ancien milieu de terrain a révélé qu'il a eu des contacts avec le Real Madrid, dont il a porté les couleurs comme joueur (1996-1999), au moment du départ de Zinédine Zidane. « *Pour être honnête, j'aurais accepté le poste. Il y a eu des contacts, mais le choix du club s'est porté vers une autre direction (...)* Je suis encore jeune, j'espère revenir à l'avenir », a affirmé le Néerlandais. « *Est-ce que j'espère revenir, un jour, en Espagne ? Oui, la Liga est l'une des meilleures ligues au monde, alors oui, je serais ouvert à une opportunité si elle présente à l'avenir. Entraîner le Real Madrid, qu'est-ce que cela signifierait pour moi ? Ce serait comme rentrer à la maison* ». Pour espérer y parvenir, Seedorf n'a plus qu'à faire briller les quintuples champions d'Afrique.



## Professionnalisation

## L'interminable traversée du désert des footballeurs camerounais

Entre difficulté de se nourrir, se loger, se soigner et bâtir une famille grâce à l'activité qu'ils ont choisis, les footballeurs de Ligue 1 et Ligue 2 tirant le diable par la queue, accusent des mois d'arriérés de salaire. Le tableau noir de cet « esclavage moderne » est peint par le Syndicat national des footballeurs camerounais dans un rapport rendu public la semaine dernière.

Révélation fracassante mais pas surprenante pour qui connaît la misère dans laquelle baignent les footballeurs camerounais et la morosité des championnats dits professionnels dans lesquels ils évoluent. Le Synafoc et la Fifpro qui révèlent dans un rapport publié sur leurs sites internet que : « sur les 33 équipes que compte la Ligue de football professionnel du Cameroun, seuls 24 ont pu régulariser les arriérés de leurs équipiers », n'ont pas ouvert la boîte de Pandore. Ils ont juste eu le courage de ressortir des chiffres qui viennent confirmer que les clichés avilissants que la presse sportive et certains observateurs avisés de la scène footballistique au Cameroun ont longtemps brandi, n'étaient pas une vue de l'esprit. Le constat est donc là, implacable ! Les joueurs sont dans la dèche et le martyr qu'on leur fait endurer est des plus inacceptables. Face à cette situation, le Synafoc et la Fifpro ont officiellement saisi la Fédération internationale de football association (Fifa) et la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) afin qu'ils somment instamment aux clubs de régler leurs dettes envers les joueurs faute de quoi, ils seront sanctionnés.

## Opération « stades morts »

« La situation est désastreuse », s'est indigné Géréme Njitap, président du Synafoc, avant d'ajouter que : « Nous avons reçu des appels de joueurs ayant de graves problèmes pour nourrir leurs enfants. C'est choquant ! En plus ces joueurs non rémunérés sont égale-



ment vulnérables aux approches des truqueurs de matchs ». En plus des salaires impayés, d'autres raisons sont également évoquées dont les ruptures abusives des contrats qui sont légion. Entre autoritarisme des dirigeants de clubs et méconnaissance des textes qui encadrent la professionnalisation (auto-proclamée) du sport roi au Cameroun, les joueurs, considérés ailleurs comme des matières premières de l'équipe, deviennent des otages d'un management villageois. « Il faut dire que certaines de ces décisions datent de 2011. Nous pensons qu'ensemble avec tous les acteurs du football camerounais et le gouvernement, nous devons trouver des solutions à ces problèmes. Le Synafoc enseigne aux joueurs à se comporter en professionnels et à respecter les contrats qu'ils signent. Nous attendons donc le même comportement professionnel des clubs », avise Njitap. Rappelons que cette crise financière survient alors que les clubs de la Lfpc reçoivent régulièrement depuis 2011, les subventions de l'État, destinées à contribuer à la rétribution des salaires des joueurs. Une opération « stades morts » serait envisagée dans les tous prochains jours si rien n'est fait pour résorber cette situation qui vient ternir davantage l'image d'un foot-pro mort-né.

## Au sommet de l'UA...

## Les promesses de Gianni Infantino à l'Afrique

Hôte de marque à cette 32<sup>ème</sup> Assemblée ordinaire de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, le président de la Fédération internationale de football association s'est étendu entre autres ce que le football peut apporter au continent dans des domaines comme la croissance économique, l'éducation, le paritarisme, la gouvernance et l'intégration.

C'était lui la personnalité phare de la journée du 10 février dernier, l'invité le plus surprenant, la guest star de Paul Kagame. Invité au pupitre de cette Assemblée ordinaire de l'UA, l'italien Gianni Infantino a tenu un discours brillant à la fois en anglais et en français, sans presque lire ses notes. Une « performance » qui a visiblement conquis le cœur de ses auditeurs africains par ce beau souvenir de supporters italiens malheureux : « Je suis Italien et je me rappelle en 1982, la Coupe du monde en Espagne, le monde entier se rappelle du Cameroun qui a tenu en échec l'Italie. Ou de l'Algérie qui a

gagné contre l'Allemagne. Les deux finalistes de cette Coupe du monde. Et à partir de là, en 1982, cela fait presque 40 ans, on a commencé à dire oui, bientôt c'est le tour de l'Afrique, l'espoir, le futur, ça va être l'Afrique. On a eu, bien sûr, quelques bons résultats : en 86 le Maroc, en 90 à nouveau, le Cameroun en 2002, le Sénégal en 2010, mais on n'est jamais arrivés à franchir ce dernier pas important. Et mon ambition, mon objectif, en tant que président de la Fifa, c'est de faire en sorte que l'Afrique puisse passer d'éternelle promesse en vraie réalité », a témoigné le patron du football mondial.

S'adressant à l'Assemblée, Infantino a regretté que près de 40 ans plus tard, les équipes africaines n'ont pas été en mesure d'atteindre les derniers échelons d'un Mondial, malgré des performances impressionnantes lors des rendez-vous de 2002 et 2010, et plus récemment lors de la Coupe du monde en Russie. « Cette situation doit changer en raison de la grande passion de votre continent pour le football. Pour le dire le plus simplement possible : l'Afrique vit le football », a-t-il promis. Au cours de son discours, le seul candidat à la prochaine élection à la présidence de l'instance faïtière du football mondial, prévue le 5 juin à Paris a parlé du Mondial 2026 et suscité la réaction enthousiaste de

l'Assemblée lorsqu'il a évoqué l'augmentation du nombre d'équipes africaines – de 5 en 2018 à 9,5 en 2026 – amenées à participer à l'épreuve reine du football mondial. C'est peut être pourquoi il a également tenu à souligner l'importance pour le football de donner quelque chose en retour à l'Afrique : « Je pense que, de la même manière que l'Afrique donne beaucoup de passion et de choses positives au football, le football peut apporter quelque chose à l'Afrique et aider ses habitants dans des domaines essentiels comme la croissance économique, l'éducation, le paritarisme, l'intégration et la gouvernance du football », a-t-il confié.

## Égalité et émancipation de la femme

Concernant le premier pilier, à savoir la croissance économique, Infantino a évoqué l'importance du développement des infrastructures et la manière dont la Fifa développe également les infrastructures grâce aux recettes de la Coupe du Monde qui sont investies chaque année à hauteur de 110 millions Usd dans de nouveaux terrains, tournois et équipements de football en Afrique. À propos de l'éducation, le successeur de Sepp Blatter a mis l'accent sur certaines caractéristiques clés de l'initiative Football for Schools de la Fifa : « Ce projet concerne les aptitudes à la vie

quotidienne, pas le football. Nous sommes enthousiasmés par notre projet Football for Schools, qui fournira une excellente plateforme pour éduquer les enfants – grâce au football, car le football n'est pas seulement un sport mais aussi un mode de vie. La mise en œuvre des projets Football for Schools contribuera grandement à promouvoir les valeurs sociales et des modes de vie plus sûrs et meilleurs pour des millions d'enfants dans le monde. Je vous invite donc tous à nous soutenir dans cette entreprise et à faire partie de cette culture du changement. »

Infantino a ensuite parlé de la capacité du football à contribuer à l'égalité et à l'émancipation des personnes, en particulier des filles et des femmes : « L'égalité entre les sexes est une question que nous devons prendre au sérieux et je suis certain que vous allez tous soutenir les trois équipes africaines qui participeront à la Coupe du monde féminine de la Fifa, l'été prochain en France. Au sein de la nouvelle Fifa, nous sommes déterminés à changer et notre propre Secrétaire Générale, Fatma Samoura, a été la première femme à assumer ce rôle en 2016, la première femme à occuper ce poste en 112 ans d'histoire de la Fifa. Elle est un brillant exemple des capacités et des compétences de l'Afrique », a-t-il conclu.

C.T.

Can 2023  
La Côte  
d'Ivoire prête  
en 2020

Malgré le décalage de deux ans de la Can qu'elle organisera à domicile, le pays des Eléphants a l'intention de terminer les travaux pour décembre 2020 comme prévu initialement pour le rendez-vous de 2021.

Face à l'insistance de la Confédération africaine de football (Caf), la Côte d'Ivoire a accepté fin janvier le principe du glissement des Can. Cette décision la conduira à organiser l'édition 2023 à la place de celle de 2021 qui lui avait initialement été attribuée. Président du comité d'organisation de la Can (Cocan) et longtemps hostile à ce report, Lambert Feh Kessé a toutefois précisé à l'antenne de la Rti que cela ne change rien à la date de livraison des infrastructures qui seront achevées pour décembre 2020, comme cela devait être le cas en vue de la Can 2021. « Le président de la République a donné des instructions et nous poursuivons l'exécution du programme d'activités dans la perspective d'une Can en 2021 dans notre pays. J'insiste : toutes les infrastructures seront livrées le 31 décembre 2020 », a souligné le dirigeant. « Nous savons que ce glissement de notre Can, de 2021 à 2023, comporterait des conséquences. Notamment des surcoûts d'organisation et d'entretien des installations qui auront été créées. Forcément, un stade construit en 2020 ne peut pas se trouver dans le même état en 2023. Nous avons notre petite idée sur la question. »

Notamment des surcoûts d'organisation et d'entretien des installations qui auront été créées. Forcément, un stade construit en 2020 ne peut pas se trouver dans le même état en 2023. Nous avons notre petite idée sur la question. »

## Sanction

Sur ce point, le pays des Eléphants espère commencer à utiliser les futures enceintes en organisant des galas et d'autres compétitions de la Caf comme les Can U17, U20 et U23 ou la Can féminine. « Il s'agit, par exemple, de s'appuyer sur les collectivités locales pour l'entretien des stades. En tout cas, nous réfléchissons à des activités et des animations sous différentes formes », a-t-il poursuivi avant d'apporter une précision sur le glissement de la Can. D'après lui, cette décision ne doit pas être interprétée comme une sanction de la part de la Caf qui avait évoqué des retards dans les travaux : « Ce n'est pas une sanction contre notre pays. C'est une décision de la Caf par solidarité avec le Cameroun, ce que nous avons accepté ». Pour rappel, c'est la visite du président de la Caf, Ahmad, auprès du président de la république ivoirien, Alassane Ouattara, qui avait permis à l'instance africaine d'obtenir cet accord.

C.T. avec afrik-foot